

# Diasporiques

Les Cahiers du Cercle Gaston Crémieux

n° 2

2<sup>e</sup> trimestre 1997

**LE DÉBAT** 2

**Irène Elster** : Mieux vaut prévenir que guérir  
**Philippe Lazar** : Pour la paix au Moyen-Orient

**HUMEUR** 4

**Henri Korn** : Aujourd'hui seulement ?  
**Edmond Kahn** : Une tache indélébile

**LA CULTURE** 6

**Livres** : **Anne-Emmanuelle Ovtchinnikov**,  
**Françoise Weil**, **Richard Marienstras**,  
**Claude Mossé**

**LES TEXTES** 9

**Henri Minczels** : *Réflexions sur le siècle finissant*

**LA MÉMOIRE** 11

**Guy Atlan** : *A propos de la difficulté à dire notre histoire*

Dans la période tendue que nous traversons, c'est un élément de réconfort que l'initiative prise en février par un groupe de metteurs en scène de réagir violemment au projet d'une nouvelle aggravation des dispositions législatives sur les immigrés. Leur appel à la désobéissance civique ne pouvait, certes, faire l'unanimité. Mais les comédiens et gens de spectacle ont toujours vécu et agi un peu en marge de la société, en éclaireurs en quelque sorte. Cette distanciation leur donne le privilège de faire passer des messages que le langage ordinaire ne peut exprimer qu'avec plus (trop ?) de nuances. Bien des appels qui ont suivi ce brûlot ont été rédigés de manière moins "choquante" vis-à-vis du respect formel des lois de la République. Cependant il faut avoir conscience que, sans ce coup de tonnerre, le ciel de France serait sans doute resté serein, au grand dam de l'idée que beaucoup continuent à se faire de ce pays, ici et au delà de nos frontières.

L'effet immédiat de la mobilisation qui a suivi a été de faire reculer le gouvernement

## La loi Debré, un nouveau pas vers le national-populisme ?

sur certaines des dispositions les plus inadmissibles du projet initial. C'est un premier résultat, mais cette hirondelle ne suffit pas à faire le printemps. Nous conservons le triste privilège d'être aujourd'hui en tête des pays européens pour l'ascension des tendances fascisantes dans une fraction importante de la population, fascinée par les illusions que développent les propagandistes d'un national-populisme "à la française".

Ce qu'il y a de plus navrant dans la polarisation qu'entretient, en ce qui les concerne, les pouvoirs publics sur "le problème de l'immigration clandestine" est qu'elle témoigne d'abord et surtout d'une extravagante erreur stratégique, au delà du sort pénible qu'elle réserve à ceux qui continuent d'espérer, contre vents et marées, être un jour accueillis dans le "pays des droits de l'homme", comme le furent naguère

beaucoup de nos parents et parfois nous-mêmes. Comment ne pas voir que toutes les déclarations et toutes les actions qui braquent les projecteurs sur le seul rejet des "immigrés clandestins" ne peuvent en fait que servir les desseins de l'extrême-droite ? Dans la mesure où elles ne sont pas assorties d'un discours parallèle sur les bienfaits de l'immigration "autorisée", les Français, dans leur majorité, ne peuvent les interpréter que comme un aveu de faiblesse vis-à-vis d'un imaginaire débordement en cours. Et de là à penser que seul le Front National a sur ce sujet un discours clair, il n'y a qu'un pas que beaucoup de ceux qui ne se résignent pas à voter pour lui sont néanmoins prêts à franchir.

Il est temps de rappeler que la France a toujours été, et pour son plus grand

bien, une terre d'immigration ; que, face à la poussée démographique mondiale, la venue de nouveaux immigrants est notre seule chance de survie à long terme en tant que grande nation ; que ce pays a une exceptionnelle capacité d'intégration — dont témoigne, entre autres, l'engagement sans réserve sur ses valeurs de ceux qu'elle a su, hier, recevoir et admettre en son sein ; et que notre avenir économique, lui aussi, dépend de notre force de travail, elle-même directement conditionnée par le nombre des habitants du pays.



Photo : Irène Elster

Mais, dira-t-on, ce discours est-il encore crédible, alors même que nous sommes submergés par une croissance continue et apparemment irrésistible du chômage, par un sentiment lui-même croissant et soigneusement entretenu d'insécurité, enfin par l'épouvantail du "communautarisme" ?

Ce serait une erreur de récuser ces interrogations, de ne pas leur apporter des réponses argumentées. *Diasporiques* contribuera à cet effort de clarification, effort qui est la base même du combat à mener sans relâche pour que la France reste digne de son passé et redevienne pleinement un pays d'ouverture et de progrès. Ses prochains numéros feront une large part à ce débat. Exprimez-vous ! ■

**Diasporiques**



## Mieux vaut prévenir que guérir

*Irène Elster*

**Quand certaines pratiques se substituent insidieusement à la loi, elles peuvent prendre un tour franchement odieux. C'est le début de la réflexion appelée par l'éditorial...**

Contrairement aux craintes légitimes exprimées par Serge Klarsfeld ("Controverse autour du rapprochement avec Vichy", *Le Monde*, 23-24 février 1997), il n'y a pas d'amalgame entre les délations durant la période vichyste et les incitations à dénoncer l'immigré d'aujourd'hui. En tout cas, pas dans le signe, commun à tout immigré, qu'est la valise, objet-symbole de la manifestation du 22 février.

Toutefois, si les situations historiques ne se ressemblent pas, on ne peut nier que :

- les termes de l'art. 5 de l'ordonnance du 10 décembre 1941 sur le contrôle des Juifs et l'art. 1 du projet de loi Debré de novembre 1996 se ressemblent étonnamment ;
- les conséquences de l'application de certaines lois mènent à des actes d'intolérance qui, eux, se ressemblent fatalement.

Quand un tel rapprochement peut être fait, c'est qu'il est déjà trop tard ; pour mémoire, lorsque, à l'obligation pour les Juifs de porter l'étoile jaune, les Danois avaient répondu par l'acte d'en porter une eux-mêmes.

S'il y a eu pour les Juifs une spécificité sans précédent dans l'Histoire, cela ne nous empêche pas, tout au contraire, d'être vigilants afin que des événements, certes différents, ne nous prennent au dépourvu. Il n'y a alors pas comparaison parce qu'il n'y a que prévention. Les pétitions, les manifestations en font partie. Il demeure cependant, selon Patrick Delouvin (Amnesty International), qu'aujourd'hui, en France, les dénaturisations dépassent en nombre celles opérées par Pétain.

La loi Debré s'est voulue un garde-fou excessif contre un faux problème ; la réponse et la contestation l'ont été probablement aussi, comme la pancarte "j'ai peur

des Français" vue à la manifestation du 22 février. Mais il vaut mieux parfois se tromper de cette manière. Et tant mieux si l'on s'est trompé. À des dénonciations nominatives demandées par les autorités, des individus ont répondu par un engagement personnel, et s'y sont opposés en donnant leur propre nom (*Libération*, 22, 23, 24, 25 février).

Les consignes illégales appliquées par des fonctionnaires sont inquiétantes. Car il n'est pas légal — pas encore — de vous demander les papiers de vos grands-parents lors du renouvellement de votre carte d'identité simplement parce que votre nom ne ressemble pas à Durand. Pourtant, de plus en plus nombreux sont ceux qui se plient aveuglement à ce qui n'est qu'un abus de la loi. Tout comme dans le double fichage hôte/invité, le Français est concerné ; les demandes abusives pour le renouvellement d'une carte d'identité le regardent aussi. Que ces réglementations à double tranchant finissent par se contredire elles-mêmes serait peut-être salutaire — à condition qu'on puisse laisser faire jusqu'à l'absurde. Ainsi, une Française de 40 ans vient de se voir refuser le renouvellement de sa carte d'identité car le nom de sa grand-mère avait une consonance étrangère. Cette grand-mère était bretonne. La carte d'identité a été refusée, parce que l'intéressée n'a pu fournir la date de naissance de ladite grand-mère... Peut-être faut-il bien cela pour que tout le monde se sente enfin concerné.

De même, peu d'entre nous savent que demander ses papiers à quelqu'un sur la voie publique est illégal... Le jour où ces abus deviendront la loi, ils passeront d'autant plus facilement qu'ils auront déjà été appliqués dans les faits ! On applique ainsi des lois inexistantes, mais on ne respecte pas celles qui existent, par exemple lorsque, contrairement aux art. 8 et 9 de la Convention des Droits de l'Homme, on sépare des familles. Ce n'est même plus à une loi scélérate qu'il convient ici de s'opposer, mais à l'arbitraire en voie de légalisation !

Comme l'écrit Jacques Rancière (*Le Monde*, 21 mars 1997 : "Sept idées pour aider à la diffusion des idées racistes en France"), "il n'est pas nécessaire que nous approuvions les idées racistes" pour les faire vivre, il suffit de les dénoncer ! Ce qui veut dire que le FN se nourrit aussi de nos dénonciations.

En l'absence d'une réponse réelle, dans un laisser-faire généralisé, le FN a pris ses aises. Il s'agit pour nous de proposer une solution autre que la sienne. ■

## Pour la paix au Moyen-Orient

*Philippe Lazar*

**Les graves événements du Moyen-Orient concernent tous les Juifs, ils nous concernent. Le Cercle Gaston Crémieux a activement participé, avec les autres organisations laïques juives et les Amis de Shalom Archav (la Paix Maintenant), à la mise sur pied, le dimanche, 16 mars 1997, d'une manifestation publique à la Mairie du XX<sup>e</sup> arrondissement, qui a réuni plusieurs centaines de personnes. Sous la présidence de Jean Daniel, ont pris la parole deux députés de gauche à la Knesset, Yaël Dayan et Ran Cohen, la représentante de l'Autorité palestinienne en France, Leila Shahid, ainsi que quelques personnalités juives.**

**Voici le texte de l'intervention de Philippe Lazar, faite au nom des organisations laïques juives.**

1 — J'ai signé, à titre personnel, l'Appel du 1<sup>er</sup> octobre 1996, "Halte au processus de guerre", publié dans *Le Monde* du 7 novembre. Je l'ai signé parce qu'en tant qu'individu je me sentais solidaire de son contenu.

2 — Je l'ai signé en tant que Juif diasporique parce que restant ainsi en cohérence avec les principes qui ont inspiré depuis quelque trente ans les organisations œuvrant en France pour la paix au Proche-



Orient : ne pas se substituer aux Israéliens, aux Palestiniens ou aux autres protagonistes du conflit pour en trouver de loin et à leur place la solution, mais appuyer délibérément les forces de paix de chaque camp. Il fut un temps — pas très lointain, souvenons-nous en, où le simple fait d'évoquer, *ici*, la nécessité que s'engagent, *là-bas*, des négociations entre Israéliens et Palestiniens était considéré — ici et là-bas, et avec quelle violence ! — comme une véritable trahison de "la cause juive" ou de "la cause palestinienne" par les jusqu'au-boutistes des deux camps.

3 — Je défends aujourd'hui cet appel, dans ses prolongements, **en tant que membre de l'une des organisations laïques juives** qui ont appelé à cette manifestation, parce qu'il nous apparaît indispensable de faire entendre notre voix à un moment où la situation est lourde de menaces au Proche-Orient — alors même que le camp de la paix semblait en passe de l'emporter —, à un moment où tout le processus engagé peut être remis en question de la façon la plus grave si la défiance et la marche au bord de l'abîme se perpétuent en guise de stratégie.

En tant que Juifs *laïques*, nous sommes choqués, il faut le dire avec fermeté, de la passivité avec laquelle les institutions "officielles" de la communauté juive observent, trop silencieuses, la situation au Proche-Orient se dégrader. En tant que Juifs *laïques*, nous avons été particulièrement choqués, il faut le dire avec tout autant de fermeté, par les propos du Grand Rabbin de France, rapportés par le quotidien Libération dans son édition du 3 novembre dernier. À la question : "*Les options radicales de l'aile française du Likoud* — rappelons que, lors de sa visite en France, le Premier Ministre israélien avait choisi de rencontrer le Likoud plutôt que le CRIF ! — *ne tirent-elles pas (...) la communauté vers l'extrémisme ?*", le Grand Rabbin avait cru devoir répondre "*C'est possible. Mais je me refuse à m'ingérer dans la politique israélienne et, quand on réfléchit (sic), il n'y a pas de grandes différences entre les gouvernements qui se sont succédés au pouvoir en Israël. Tout le monde veut vivre en paix avec les Palestiniens.*"

La langue de bois lénifiante a ses limites. Non, tous les gouvernements israéliens ne se ressemblent pas. Non, nous n'admettons pas le climat d'incitation à la haine qui a conduit au meurtre du Premier Ministre, Itzhak Rabin, dans un pays qui se réclame,

et à bien des titres de la façon la plus légitime qui soit — les interventions, ce soir, de Yaël Dayan et de Ran Cohen en témoignent hautement — de la démocratie. Non, nous n'admettons pas qu'une autorité incontestable du judaïsme français accepte d'énoncer de telles, de si coupables contre-vérités.

Nous respectons la légitimité du suffrage universel, en Israël comme partout dans le monde : c'est aux Israéliens qu'il appartient de gérer leur avenir comme ils l'entendent. Mais *notre* responsabilité serait lourde si nous nous taisions et si, par là même, nous acceptions que d'autres parlent — ou se taisent ! — abusivement en notre nom pour soutenir, *de facto*, une politique que nous considérons comme insensée au regard des intérêts supérieurs de la paix au Proche-Orient.

Force est de reconnaître que l'Autorité Palestinienne — après quelques retards, que l'on peut regretter, dans la mise au pas de ses propres jusqu'au-boutistes — a pleinement assumé, à ce jour, ses responsabilités au regard du respect des accords d'Oslo. Le jeu que joue actuellement le Premier Ministre israélien et qui consiste à tirer au maximum sur la corde est, lui, à l'évidence, en rupture avec l'esprit et sans nul doute la lettre de ces accords. Il est possible que cette politique du chaud et du froid ainsi soufflés en alternance porte à court terme ses fruits, du fait même de l'esprit de responsabilité que manifeste l'autre partie. Mais qui ne voit qu'il s'agit là d'un jeu extraordinairement dangereux, qui peut tout à coup conduire à des dérapages incontrôlables, voire à une franche reprise des hostilités ? L'abominable massacre de jeudi dernier illustre tragiquement ce propos et ces craintes.

Et même si l'on ne veut pas faire l'hypothèse que le jeu en question serait sous-tendu par la perspective — on n'ose dire l'espoir ! — de conduire, tôt ou tard, à une remise en cause radicale des accords d'Oslo, qui ne voit qu'un avenir ainsi bâti sur l'utilisation permanente de l'intimidation et la brutalité ne peut ressembler, ni de près ni de loin, à ce dont Israéliens et Palestiniens ont aujourd'hui tant besoin : une construction *partenariale* de leur avenir !

Entre Israéliens et Palestiniens, peuples que l'Histoire a conduits à s'affronter durement, rien ne serait pire que l'entretien d'un ressentiment profond par le renouvellement de violences réciproques. Il est de notre devoir de dire notre lourde inquiétude, et notre refus d'entériner la succession de provocations qui semblent tenir lieu aujourd'hui de stratégie à l'actuel gouvernement israélien, plus préoccupé, semble-t-il, de l'issue des votes surréalistes qui se déroulent, à huis-clos, en son sein, que de construire une paix durable avec le peuple qui partage la terre sur laquelle il construit, difficilement, son propre avenir.

Nous n'avons que la voix de notre conviction à faire entendre. Mais c'est une voix inspirée par des principes universels, et d'abord par celui, fondateur, du respect de l'autre. L'Histoire nous montre que, lorsqu'elle est massivement relayée, comme elle l'est aujourd'hui dans cette salle, par celle des hommes de bonne volonté, cette voix finit par l'emporter contre la peur, la méfiance, le mépris et la haine. Mais la route peut être longue. Raison de plus pour l'emprunter, ensemble, résolument, sans hésitation ni retard. ■

**Faute de place, nous devons reporter au prochain numéro le débat sur le livre de D. Goldhagen, "Les bourreaux volontaires d'Hitler". Nous prions vivement nos deux contributeurs, Rita Thalmann et Jean-Charles Szurek (qui tous deux ont remis leur texte en dû temps), de nous pardonner ce report, et nos lecteurs de patienter jusqu'au n° 3 de *Diasporiques*. Dès que nous aurons suffisamment d'abonnés pour en couvrir le coût, la revue passera à 16 pages et tout ira mieux. Donc, c'est bien simple, abonnez-vous et faites beaucoup d'abonnés autour de vous !**

## Aujourd'hui seulement ?

Henri Korn

On ne peut que souscrire au terrible constat d'Alain Finkelkraut. Non sans s'étonner cependant de l'étonnement même de l'auteur : cette déroute spirituelle date-t-elle vraiment d'aujourd'hui ? Est-elle née de la violence portée en avril 1996 au coeur même d'Israël par le Hamas ? Ou a-t-elle des racines plus profondes et déjà anciennes, mais sur lesquelles il serait encore suspect de s'interroger ?

Nombre d'entre nous se sont déjà posés cette question et, de ce fait, ils ont été souvent marginalisés sinon voués à l'anathème et réduits au silence, en Israël comme au sein de la diaspora, l'argument sécuritaire étant le plus souvent évoqué pour évacuer tout débat. Car c'est la fraction dure et raciste du sionisme, incarnée par Jabotinski, père spirituel de Begin, Shamir, Sharon et Netanyahou, qui l'a emporté politiquement sur ceux qui, dès les origines, considéraient avec Ahad Ha'am, Robert Weltsch et Martin Buber que le problème des relations entre les immigrants juifs et la population arabe de Palestine serait la pierre de touche du judaïsme et de l'entreprise sioniste. De plus, leur conviction, selon laquelle la morale et la politique n'appartiennent pas à des domaines séparés du jugement et de l'action, a été rejetée avec dérision au nom du réalisme et de la raison d'État. Leur credo, selon lequel le sionisme devait encourager les Arabes à faire confiance aux Juifs en accomplissant des gestes politiques audacieux, a été repoussé. Et ce alors même que l'État d'Israël, devenu la première puissance régionale, pouvait, de ce fait, choisir une autre voie que celle qui conduisit Y. Leibovitz à utiliser en juin 1982, lors des bombardements de Beyrouth, l'expression de "judéo-nazis", provoquant l'indignation de la majorité des Israéliens, y compris de ceux de gauche.

Les prises de positions aussi courageuses que tardives de Rabin et Peretz en faveur d'un processus de paix, qui valurent au premier d'être assassiné et au second d'être exclu de la vie politique, ne doivent pas faire oublier que les travaillistes ont également participé dans le passé, et sans faiblir, au développement du nationalisme

**Dans un article du journal *Le Monde*, le 18 décembre 1996, Alain Finkelkraut confie que, au lendemain des élections qui ont porté Netanyahou et le Likoud au pouvoir, il a eu le "sentiment de vivre une catastrophe spirituelle". Et il ajoute, plus crûment encore, "il y a aujourd'hui des fascistes juifs en Israël, mais aussi en Amérique ou en France qui, tel le Président du Likoud hexagonal, [...] puisent sans vergogne dans le grand répertoire antisémite pour décrire le visage de Yasser Arafat," ou encore, "qui viennent à une manifestation avec une banderole sur laquelle l'on peut lire "processus de paix = Auschwitz" et qui vocifèrent leur haine à l'égard des autres Juifs présents sur le parvis des Droits de l'Homme".**

israélien. Ainsi "dès leur arrivée en Eretz-Israel, les hommes qui vont être la cheville ouvrière de la création de la Histadrout et l'axe du mouvement travailliste sont pour le moins nationalistes d'abord" (cf. l'étude exhaustive de Z. Sternheel, "Aux origines d'Israël, entre nationalisme et socialisme", Fayard 1993). Dans cet ouvrage étayé par quantité de documents occultés par l'histoire officielle, l'auteur rappelle que, pour Ben Gourion (qui, avec nombre de pères fondateurs, ne faisait nul cas de la Diaspora), le succès de l'entreprise sioniste était à ce point obsédant que l'immigration était devenue un en-soi nécessaire et suffisant à son succès. Et ce aux dépens de leurs principes socialistes initiaux. C'est pourquoi les dirigeants travaillistes refusèrent tout autant que la droite de négocier avec l'O.L.P. et qu'ils mirent en place les colonies de peuplement en territoires occupés. Ayant été peu à peu érigé en pensée unique, le sionisme a permis, trop longtemps pour que n'en subsistent encore maintes séquelles, la collusion entre nationalistes religieux et laïcs. Ainsi, jusqu'à leur première défaite électorale de 1977, les dirigeants du MAPAI puis du Parti du Travail se sont toujours accommodés de la présence à leurs côtés de ministres du Parti National Religieux.

La question essentielle à laquelle sont désormais confrontés tous ceux qui restent attachés à la poursuite du processus de paix et à une entente entre deux peuples que rien ne devrait un jour opposer, est en définitive celle de la nature du nationalisme israélien, qui ne devrait pas échapper à l'examen et à la critique, tout comme les autres formes de nationalisme. Une telle critique est rarement abordée de front. Pourtant la composante religieuse de cette idéologie n'est pas sans poser problème, car elle est commune à tous les sionistes ; elle revêt une forme explicite chez les orthodoxes, alors qu'elle est surtout d'ordre culturel et nostalgique chez les laïcs. C'est cette alliance historique très particulière qui est menacée par la paix, puisque celle-ci poserait enfin la question de la séparation de la religion et de l'État. Aussi libéraux soient-ils — et là fut trop longtemps leur



contradiction fondamentale — les sionistes laïques ont pensé ne pas pouvoir attaquer de front le noyau dur des colons et des fanatiques religieux, et ils n'ont pas su remettre en cause les racines théologiques de leur engagement sioniste, qui a déterminé leur refus d'un État binational.

C'est cette faillite idéologique, avec ses conséquences politiques tragiques et le renoncement aux valeurs juives traditionnelles, qui constitue la véritable "catastrophe" à laquelle le résultat des élections de 1996 devrait nous faire réfléchir.

La conséquence de cette carence idéologique est, pour qui suit l'actualité,

chaque jour plus lourde et menaçante. Elle met en lumière ce qu'écrivait (encore lui) le philosophe Y. Leibovitz : *"Mais qu'il s'agisse de l'attitude de l'État, ou de celle de la communauté religieuse, la situation qui prévaut entre la religion et le pouvoir ne peut qu'aboutir à une perversion morale et spirituelle"* (cf. *"Judaïsme, peuple juif et État d'Israël"*, Lattès, 1985). En prônant lui aussi comme une nécessité vitale (y compris pour la survie de sa foi) la séparation de l'Église et de l'État, il constate que cette "revendication" ne figure encore au programme d'aucun parti politique, d'aucun mouvement idéologique... Or elle a toujours été celle des nombreux juifs

laïques qui, comme Y. Leibovitz, n'ont jamais pensé *"qu'il serait impossible de trouver un quelconque contenu de valeur, autre que religieux, que ce soit dans la vie intellectuelle ou dans la vie pratique, qui soit l'expression de l'identité juive"* et que telle soit la crise historique à laquelle nous, Juifs, serions confrontés. Il nous semble au contraire que la contribution du peuple juif à la philosophie, à la morale, à l'art, à la vie politique et au progrès des nations est suffisamment riche pour que, au nom de celle-ci, une autre conscience historique et politique que celle qui a jusqu'ici dominé apporte l'espoir souhaité par tous. ■

## Une tache indélébile

*Edmond Kahn*

**M**ême s'ils vont au-delà de ce qui est inimaginable, les actes de barbarie sont perçus par les hommes qui les commettent comme des actions nécessaires, voire légitimes. Dans ce système il y a bien sûr les sous-fifres, qui n'ont fait qu'obéir aux ordres, et les chefs, qui n'ont fait que la politique réclamée par le peuple. Que faire pour que le cercle vicieux de la bonne conscience soit enfin cassé ?

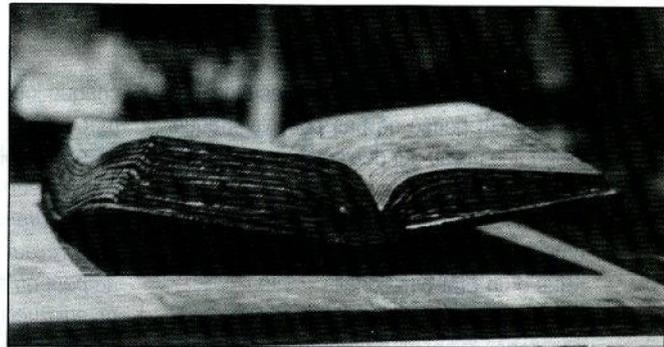
En France, les actes de spoliation, le non-respect des droits civiques, la déportation ont tous été légitimés par un régime que le pays avait instauré et qui édictait des lois et des décrets. Que s'est-il passé quand ce régime a cessé d'exister pour laisser place à un autre ? Les hommes n'ont pas cessé d'exister, certains d'entre eux ont payé de leur vie leurs "erreurs".

Il vient un temps où le passé s'efface. Les actes de barbarie doivent-ils être oubliés pour autant ? À moins d'être condamnés à jouer éternellement Lady Macbeth cherchant à se laver les mains de l'action dont elle a été coupable, il faut pouvoir regarder les choses en face une fois pour toutes pour être libérés. Mitterrand n'a pas voulu que la France puisse effacer cette tache, et la France a continué à se laver les mains, en vain, des crimes commis dans les années 1940-45. Il a voulu éviter un procès à Bousquet ou à Papon, et de ce fait une tache indélébile est restée inscrite au rang des réalisations de ce grand président, au même titre que l'édification de la Grande Bibliothèque — qui par mégarde se trouve avoir été construite à proximité de lieux où s'effectuaient tris et spoliations de Juifs. Peut-être est-ce le sort des grands hommes que d'être éclaboussés par l'Histoire, mais sont-ils dès lors à plaindre ? Ils ont pour certains l'excuse d'avoir la tâche difficile de conduire la France au milieu des périls. Pas complètement, car les actes imprescriptibles doivent être jugés, même cinquante ans après. A moins de considérer qu'ils ne deviennent prescriptibles et que par là-même ils acquièrent le droit de devenir des détails de l'Histoire... C'est là que Mitterrand a contribué à donner sa chance à Le Pen. ■



## LES LIVRES

### Poésie Essais



#### La tombe de Rachel

Ivan Bounine

"Lors, elle rendit l'âme. Jacob, en chemin,  
Lui fit une tombe". De nom n'y fut mis,  
Ni d'autre inscription, ni de signe, rien.

Elle brille, la nuit, d'une faible lueur.  
Sa chape arrondie, à la craie blanche,  
Un nimbe revêt, d'une étrange pâleur.

Dans l'ombre j'avance, à tâtons, vers elle  
Et, tremblant, j'embrasse la craie, la poussière  
Qui la couvrent toute, ronde et blanche pierre.

Ô toi, plus doux mot de la terre, Rachel !

*La Tombe de Rachel* (1907)

Ivan BOUNINE

Traduit du russe par Anne-Emmanuelle Ovtchinnikov

#### En chemin...

Ivan BOUNINE naît en Russie centrale en 1870. Écrivain et poète, il s'exile définitivement en France après la Révolution bolchevique. Il obtient en 1933 le Prix Nobel de littérature. Il meurt en 1953.

Au début de ce siècle, Ivan Bounine fit un grand voyage — un "pèlerinage", disait-il — qui le mena jusqu'en terre de Palestine. Quoi de commun entre le sable, les pierres, les montagnes arides et les champs de fleurs et de blé où, petit garçon, il égrenait les longues heures estivales en compagnie des scarabées, des taupes et des papillons ? À première vue, rien. Et pourtant, à des milliers de lieues de son pays natal, Bounine se sentait parfaitement chez lui. Le paysage s'étendant à perte de vue, le soleil brûlant, le silence qui paraît éternel — tout cela, il l'avait connu dans son enfance et, à tra-

vers cette quiétude retrouvée, il accédait à la merveilleuse et troublante sensation de remonter à l'enfance de l'humanité.

Quel contraste entre ce premier "exil" choisi et assumé, porté par la conscience d'un destin à la fois personnel et universel, et le second exil qui s'imposera à lui au lendemain de la Révolution de 1917, un événement dans lequel il ne voit que l'anéantissement de ce qui est le plus sacré à ses yeux : la mémoire...

Fuyant les "jours maudits", il s'installe en France, où commence pour lui un autre pèlerinage, intérieur et douloureux celui-ci, et dont seule l'écriture lui offrira l'issue.

Ivan Bounine repose au cimetière de Sainte-Geneviève-des-Bois, près de Paris. Comme Rachel, il a terminé son parcours terrestre "en chemin". ■

Anne-Emmanuelle Ovtchinnikov

*Stendhal sur la voie publique*

Alice TIBI

Presses Universitaires du Mirail,

Université de Toulouse, 1996

STENDHAL nous séduisait par son égotisme, sa pudeur devant l'émotion et les bons sentiments, son goût pour la désinvolture et le paradoxe. Dans son livre, Alice Tibi présente Stendhal comme faisant du scandale l'objet de son art. La littérature doit-elle excéder le lecteur ? Pour Alice Tibi, Stendhal vise des cibles pour qu'elles se volatilisent. Ainsi la violence acquiert un statut qui l'oppose à l'ordre moral, comme "un coup de pistolet au milieu d'un concert". Le coup "parti tout seul" de Julien Sorel préfigure-t-il l'acte gratuit développé par André Gide ? Est-il à rapprocher des Possédés où Stavroguine mord l'oreille du gouverneur ? La problématique de Stendhal est celle d'un homme qui cherche à se libérer. Y parvient-il ? Combattra-t-il la mort en la présentant comme une allégorie du scandale, en peignant la vie comme violente ? Faudrait-il lire le roman comme un rêve à déchiffrer ? Alice Tibi nous entraîne dans son livre dans une lecture qui amène des réponses à toutes ces questions. C'est une lecture que vous ne regretterez pas.

Edmond Kahn

*Pour une critique de la barbarie moderne. Écrits sur l'histoire des Juifs et de l'antisémitisme*

Enzo TRAVERSO

Éditions "Page deux", 1996.

20 FS ou 75 FF (Collection *Cahiers libres*, case postale 34, CH 1000, Lausanne 20).

NOUS DONNONS les détails ci-dessus sur l'éditeur de ce livre, car les libraires français souvent l'ignorent, et l'ouvrage est mal distribué en France. C'est d'autant plus regrettable que ce petit livre bien imprimé, d'une lecture agréable, aborde des questions qui intéressent tous les fidèles de *Diasporiques*. Il s'agit de six textes parus précédemment dans des revues ou des actes de colloques. L'auteur explique qu'il a choisi des "articles de caractère historique, susceptibles non pas de reconstituer un parcours de deux siècles mais plutôt de mettre en lumière certains aspects essentiels du passé juif de l'Europe : l'émancipation, l'assimilation, l'antisémitisme, le sionisme, le génocide, la révolte... Il s'agit d'une réflexion au présent qui essaie d'interroger le passé à partir des débats, des préoccupations et des questionnements de l'actualité."

On ne peut pas résumer en quelques lignes ce petit "aide-mémoire" qui est accompagné d'une bibliographie très pertinente : H. Arendt, Hertzberg, Poliakov, B. Lazare, W. Benjamin, Marrus, etc., mais aussi des ouvrages et des articles moins connus en français, anglais et allemand. Je me contenterai de souligner les passages qui m'ont particulièrement intéressée : le chapitre sur l'insurrection du ghetto de Varsovie, ou les réflexions sur la Shoah et sur la révolution française. "Auschwitz ne doit pas être vu comme une spécificité allemande, mais plutôt comme une tragédie de l'Europe du xx<sup>e</sup> siècle, ce qui élargit la notion de responsabilité histo-



rique et en même temps ne permet nullement aux Allemands de se débarrasser de leur passé". Comparant l'émancipation des Juifs avec celle des Noirs, Traverso constate que : "dans les deux cas l'émancipation fut une concession et non pas une conquête des Juifs et des Noirs. Le nazisme a remis profondément en question la perception traditionnelle de la Révolution française comme acte libérateur définitif et irréversible pour les Juifs d'Europe". L'auteur affirme que "cette rupture de civilisation qui brise l'histoire du xx<sup>e</sup> siècle n'était pas fatalement inscrite dans la révolution française". Enfin, "si la Révolution a été l'acte constitutif de la nation moderne, elle ne pouvait pas concevoir une société multiculturelle... Au fond, l'immense richesse de la culture juive moderne a été engendrée par cette quête identitaire, une interrogation à laquelle on ne peut qu'apporter des réponses plurielles : une question ouverte, une interrogation créatrice."

**Françoise Weil (Dijon)**

*Le gouvernement polonais en exil et la persécution des Juifs en France en 1942*

Jacques BURKO, Pawel KORZEC, Éditions du Cerf, 1996

## Un "juste" polonais témoin sur les mesures anti-juives de Vichy

LA PLUPART des membres de notre Cercle connaissent Pawel Korzec pour l'avoir entendu prendre part à nos débats. Naguère chercheur au C.N.R.S., il est l'auteur, entre autres ouvrages, d'une importante étude intitulée *Juifs en Pologne* (Paris, 1980, Presses de la fondation nationale des sciences politiques), où il décrit par le menu l'histoire et les vexations subies par une minorité nationale qui représentait, entre les deux guerres, un dixième de la population du pays.

Il s'est cette fois-ci associé à notre secrétaire général Jacques Burko pour produire, sous la forme d'un livre publié aux éditions du Cerf, *Le Gouvernement polonais en exil et la persécution des Juifs en France en 1942*, la mise en perspective d'un étonnant témoignage sur les efforts déployés par le gouvernement polonais en exil à Londres pour défendre, contre le régime de Vichy, ses citoyens juifs. Ces efforts, considérables, ont pu être attestés grâce à un ensemble de documents originaux qui font partie des archives du gouvernement polonais en exil et qui sont déposés à l'Institut Hoover de Stanford en Californie. Inconnus jusqu'à présent, ils ont été découverts par Pawel Korzec. Les plus significatifs ont été utilisés par nos deux auteurs qui, après un choix judicieux, ont réussi à "illustrer l'évolution des événements, des mentalités et des démarches". Une partie substantielle du livre présente un panorama des relations franco-polonaises au cours de la période précédant la guerre, et un aperçu des rapports entre les Juifs polonais émigrés et les autorités polonaises en exil après la défaite de la Pologne — rapports marqués encore par les anciens antagonismes.

Traditionnellement, la France avait un immense capital de sympathie en Pologne. Ébranlée par la défaite française, cette sympathie chancela et un revirement saisissant se produisit vis à vis du gouvernement de Vichy pendant l'été de 1942, quand furent déclenchées les arrestations des Juifs. Même si le gouvernement polonais en exil (dirigé par le général Sikorski) ne manifestait pas contre les Juifs une hargne semblable à celle que leur portaient les successeurs de Jozef Pilsudski, il ne les cajolait pas non plus. Mais à ce moment de l'Histoire se produisit un retournement complet à leur égard dans l'attitude de ce gouvernement. La seconde partie du livre — la plus

novatrice et la plus étonnante — montre à l'aide de nombreux documents l'indignation soulevée par les persécutions vichystes.

Dans ce bref compte rendu, il n'est pas possible d'être très circonstancié. Mais il faut dire qu'une antenne du gouvernement polonais en exil demeura en France, après la victoire allemande, sous la forme "d'offices polonais" chargés, conjointement à la Croix Rouge polonaise qu'ils incorporaient, de veiller aux besoins administratifs et sociaux des Polonais dans la zone dite "libre". L'homme qui fit fonctionner ces offices, qui écrivit des dizaines de rapports détaillés sur la déportation des Juifs par le régime de Vichy s'appelle Stanislaw Zabiello. Pendant plusieurs mois non seulement il informa le gouvernement polonais de Londres de la situation en France, mais s'efforça de l'inciter à faire pression sur les Alliés et à faire intervenir le gouvernement américain, qui avait un représentant à Vichy. Ainsi, en conclusion à une très longue dépêche adressée au ministre des affaires étrangères polonais à Londres, le 12 septembre 1942, alors que la rafle des Juifs dans la zone libre battait son plein, Zabiello écrivait : "Je rappelle ma demande, transmise par dépêche, d'exploiter de la manière la plus large l'affaire des Juifs livrés par la France aux Allemands. Il faut mener une action de presse et de propagande à l'échelle internationale, pour stigmatiser ce qui se passe, et qui est la plus grande ignominie de la France contemporaine."

Ce fut sa dernière dépêche. Deux mois plus tard, il était lui-même arrêté par les Allemands, puis déporté. Les documents choisis par les auteurs décrivent, d'un point de vue informé, entre autres choses diverses rafles, arrestations et déportations.

Il faut retenir le nom de Stanislaw Zabiello.

**Richard Marienstras**

*Contre Apion*  
Flavius JOSEPHE

**Nous avons récemment demandé à Claude Mossé, historienne de l'Antiquité et membre du Cercle, de venir nous faire un exposé sur le livre de Flavius Josèphe, Contre Apion, le tout premier écrit connu rédigé pour défendre les Juifs contre les attaques de leurs ennemis. Voici un résumé de son intervention.**

FLAVIUS JOSEPHE est un historien de l'Antiquité qui présente la particularité d'être juif, citoyen romain, et d'écrire en grec. La Judée, où il naquit en 37 de notre ère, était alors une province romaine gouvernée par un procureur. Comme dans toutes les provinces de la partie orientale de l'Empire, le grec était la langue culturelle par excellence, cela depuis la conquête par Alexandre de l'Empire perse. L'état sacerdotal juif avait été successivement sous la domination des Lagides d'Égypte, puis des Séleucides de Syrie. C'est la prétention du séleucide Antiochos IV Épiphane de faire du Temple de Jérusalem un sanctuaire grec qui suscita la célèbre révolte des Maccabées et la renaissance d'un royaume juif semi-indépendant jusqu'à sa réduction en province romaine en l'an 6 de notre ère.

Contrairement à ce que prétend Josèphe, la province de Judée était loin de connaître la paix intérieure. De nombreuses sectes se déchiraient entre elles. Mais toutes étaient hostiles d'une part à l'hellénisation de la classe dirigeante, d'autre part aux exigences du fisc romain. D'où la grande révolte de 66, dont la répression fut confiée par Néron à Vespasien. Josèphe, qui appartenait à une famille sacerdotale, reçut le commandement de la forteresse de Jotapata. Attaqués par les Romains, les assiégés, ayant perdu tout espoir, décidèrent de se suicider



collectivement. Mais Josèphe que le sort avait désigné pour être le dernier survivant, préféra se rendre à Vespasien. Ce dernier n'allait pas tarder à être proclamé empereur et, abandonnant la conduite de la guerre à son fils Titus, il rentra à Rome, emmenant avec lui Josèphe, qui devint un de ses familiers et reçut de lui la citoyenneté romaine. Il allait, pour reprendre la formule de Pierre Vidal-Naquet, faire "un bon usage de la trahison". On lui doit en effet deux ouvrages importants, *La Guerre des Juifs* et *Les Antiquités juives*.

Le *Contre Apion* fut écrit seulement à la fin de sa vie, vers 94 ou 95. L'objet en était de réfuter les calomnies contre les Juifs, répandues dans les milieux alexandrins, en particulier celles qui étaient développées par un certain Apion, grammairien alexandrin d'origine égyptienne. Alexandrie était une cité grecque fondée par Alexandre. Elle était devenue sous les premiers Lagides le grand centre intellectuel du monde méditerranéen, avec la création de la célèbre Bibliothèque. Elle avait très tôt attiré une importante population juive. Les Juifs d'Alexandrie étaient fortement imprégnés de culture grecque, tout en demeu-

rant fidèles à leur foi. C'est pour eux que, selon la tradition, avaient été rassemblés par le roi Ptolémée II les 70 Sages chargés de traduire la Bible en grec. C'est peut-être cette condition relativement privilégiée des Juifs alexandrins qui suscita contre eux des mouvements hostiles et aussi ces libelles contre lesquels est dirigé le *Contre Apion*.

Selon Josèphe, les calomnies contre les Juifs portaient essentiellement sur trois points. D'abord, l'ancienneté de la civilisation juive : elle était niée sous le prétexte que les historiens grecs n'en avaient jamais parlé. Ensuite, l'origine des Juifs : on en faisait des Égyptiens qui, atteints d'une horrible lèpre, avaient dû quitter le pays et avaient trouvé refuge en Palestine. Enfin, la religion juive était décriée : on adorait dans le Temple une tête d'âne, on pratiquait des meurtres rituels et même une forme d'anthropophagie ; on prêtait un serment de haine contre les Grecs, et tous les étrangers en général, etc.

C'est à ces mensonges dirigés à la fois contre les Juifs en tant que peuple (*ethnos*) et contre la religion qu'ils pratiquaient que Josèphe répond dans le *Contre Apion*. Les historiens grecs ne sont pas fiables, car ils

se contredisent entre eux au lieu de s'en tenir à une vérité unique. S'ils ont ignoré les Juifs, c'est qu'étant des hommes de la mer et des commerçants, ils avaient peu d'occasions de rencontrer les Juifs qui, à la différence des Phéniciens, ne se plaisaient pas aux activités marchandes. En outre, Hérodote, même s'il ne les nomme pas, il fait allusion à eux lorsqu'il parle des "Syriens" qui pratiquent la circoncision. Quant aux plus grands philosophes grecs, Pythagore, Anaxagore et surtout Platon, ils ont été influencés par la pensée juive. À la calomnie présentant les Juifs comme des lépreux chassés d'Égypte, Josèphe oppose la tradition orientale, les témoignages des Phéniciens et des "Chaldéens", enfin les livres de la Bible. Quant aux attaques portées sur la religion, il en dénonce le caractère mensonger.

Mais il ne suffit pas de nier les calomnies développées dans les milieux égyptiens et grecs d'Alexandrie ; Josèphe se livre donc à un éloge des lois juives, édictées par un législateur antérieur à tous les législateurs grecs, y compris le fameux Lycurgue de Sparte. Le régime qu'il a inventé, la théocratie, est supérieur aux régimes politiques des Grecs. Unité de croyance, similitude de

vie, respect de la tradition caractérisent les Juifs. Quant à leurs lois réglementant le mariage, l'éducation des enfants, les devoirs envers les morts, le respect des parents et des vieillards, elles se peuvent comparer aux lois édictées par Platon, ce philosophe qui a su si justement dénoncer les dieux menteurs et adultères de la religion grecque, cette religion sans dogme et sans loi.

On ne peut manquer d'être frappé en lisant Josèphe par la "lecture" grecque qu'il donne de la religion juive. Il pense dans la langue dans laquelle il écrit, et si sa démonstration prend pour cible les Grecs, c'est pourtant en historien grec qu'il raisonne. En même temps, devenu citoyen romain, il ne manque pas de rendre hommage à César, à Auguste, de rappeler que les Juifs d'Alexandrie, comme ceux d'Antioche ou d'Éphèse, s'ils doivent à la magnanimité des empereurs de pouvoir demeurer fidèles à leur foi, ne les en honorent pas moins par des sacrifices et des offrandes...

Sur ce personnage double (et même triple !), la postérité portera des jugements contradictoires. Du moins son oeuvre demeure-t-elle un témoignage essentiel pour l'histoire du judaïsme. ■

**Claude Mossé**

## AU SOMMAIRE DU PROCHAIN NUMÉRO

- Deux analyses critiques du livre de D. J. GOLDHAGEN, *Les bourreaux volontaires d'Hitler*, par Rita THALMANN et Jean-Charles SZUREK
- Deux textes remarquables de Simon DOUBNOV et de Primo LÉVI, assortis de commentaires
- Des contributions au débat sur la montée du national-populisme et la façon d'y faire face
- La nouvelle rubrique, "Mémoire juive"
- Toutes les rubriques habituelles, musique et cuisine, seront de retour...

C'est ici,  
Le Coin de  
l'humour juif ...  
Aidez-nous donc  
à le faire grandir !...



## Réflexions sur le siècle finissant

*Henri Minczélès*

**D**ANS MOINS DE CINQ ANS nous entrerons dans une nouvelle décennie, un nouveau siècle, un nouveau millénaire. Le moment est venu de se pencher sur le siècle finissant, qui engendra tant d'espoirs, tant de déconvenues et tant de souffrances.

La population du globe atteindra six milliards d'individus, alors qu'elle en comptait moins de deux milliards au début du siècle. Cela pose une série de problèmes — d'autant que le tiers-monde et le quart-monde seront alors bien plus peuplés que les pays industrialisés ou semi-industrialisés. Les schémas qui avaient cours il y a trois générations devront être largement revus et corrigés.

Je n'ai pas l'intention d'égrener des souvenirs, mais le fait d'être Juif, Français, de gauche, de vivre dans une démocratie après avoir connu la Seconde Guerre mondiale et l'occupation, d'avoir eu un père déporté et mort à Auschwitz, d'être pourvu d'enfants et de petits-enfants m'amène à me poser des questions, voire à me sentir angoissé face au monde. L'immense espérance qui avait saisi les peuples au début du siècle a subi de sérieux revers, notamment lorsque à l'approche du demi-siècle des millions d'humains se demandaient au milieu des ruines s'ils allaient échapper à la folie meurtrière des nazis. Et cependant, je reste convaincu que les sociétés secrètent des anticorps qui permettent d'espérer un monde meilleur.

### L'immense espoir de 1900

Retournons-nous sur le passé... En 1900 la France était déçrue par l'affaire Dreyfus, qui s'acheva par la victoire des défenseurs de la dignité humaine. En Autriche-Hongrie, empire bicéphale, de nombreuses nationalités cohabitaient, formant parfois un véritable puzzle. Il en était de même dans l'empire tsariste, prison des peuples, où des dizaines d'ethnies aspiraient à se libérer de l'autocratie. Diverses solutions avaient été avancées alors, pour la plupart dans un esprit pacifique et progressiste.

À ce tournant du siècle, la science devait supplanter l'obscurantisme des religions. Le darwinisme social devait remplacer les mentalités moyenâgeuses, dont on pensait qu'elles maintenaient les communautés dans l'ignorance. L'irruption des idéologies socialistes, la création d'une Internationale devaient apporter le bonheur à l'humanité. Le capitalisme allait s'écrouler sous la pression des masses. Le marxisme, la lutte des classes, la dialectique matérialiste fourniraient les moteurs qui permettraient aux sociétés de passer de l'ère de la nécessité à celle de la liberté.

Quant aux Juifs d'Europe occidentale, en dépit de l'affaire Dreyfus, l'assimilation en avait fait des israélites bien intégrés dans les pays d'accueil. Les États-Unis, par une importante vague migratoire venant d'Europe Orientale, étaient en passe de devenir le "pays doré", une nouvelle Jérusalem. En Allemagne, après

leur émancipation dans les années 1870, les Juifs espéraient établir une véritable symbiose avec les Allemands, dans la patrie de Goethe, de Schiller et d'August Bebel. En Europe Orientale, la naissance d'un parti socialiste juif, le Bund, et le développement simultané du sionisme opéraient une mutation au sein des sept millions de Juifs de cette région.

En somme, l'humanité avançait, malgré des heurts locaux, malgré le problème colonial qui divisait les nations européennes et qui ferait plus tard surgir un problème arabe au Proche-Orient ; elle avançait vers un mieux-être, vers un destin plus serein et vers le progrès matériel. La vision était sans doute naïve, mais tellement belle...

### La faillite des espoirs

Des dizaines de millions d'hommes et de femmes se sont dévoués pour des causes qui aujourd'hui font horreur. Tous les "ismes" qui fleurirent à cette époque ont fait brandir des étendards sous lesquels des multitudes se sacrifièrent — à tort, selon le jugement d'aujourd'hui.

Le progrès économique, les découvertes scientifiques, la maîtrise de la machine par l'homme et, sur le plan politique, la Révolution russe, semblaient porteurs d'une grande promesse pour tous. Malheureusement, le déferlement des nationalismes dans beaucoup de pays d'Europe puis le fascisme dans ses différentes versions eurent de quoi faire désespérer. Cinquante millions de morts, des régimes totalitaires, la négation de l'individu en furent le coût. On fut au summum de l'absurde quand le désespoir des déportés du goulag leur fit souhaiter la victoire des nazis...

Et puis, on se reprit à espérer. Mais après ces quarante dernières années, les conflits régionaux, les guerres civiles qui se soldèrent à nouveau par des millions de victimes, les inégalités flagrantes, le renouveau des racismes alors que l'on croyait ce terme définitivement banni, la "racialisation" de nombreuses sociétés, y compris la nôtre — nous voici de nouveau contraints à d'amères réflexions.

Tous les "lendemains qui chantent" sont restés lettre morte. La balkanisation du monde se généralise. Dans *L'humanité perdue*, Alain Finkelkraut dresse un constat accablant. Nous voici revenus à la notion étroite des États-nations, à la glorification des tendances xénophobes, à des déchirements pour des frontières arbitraires mais considérées comme sacrées. L'utopiste de naguère, chez qui le rêve et l'imagination tenaient une si grande place, celui qui se battait pour un monde nouveau, s'est métamorphosé en un touriste froid, distant, incolore, neutre, que toutes les tragédies humaines laissent de marbre. Le village planétaire demeure pour lui une simple séquence de télévision qu'il zappe à volonté. Surinformé par les journaux, la radio, la télévision et le Net, le lecteur-auditeur n'est plus qu'un photographe ou un cinéaste amateur.

**Nous avons proposé à**

**Henri Minczélès, ancien président**

**du Cercle Amical, de s'exprimer**

**librement dans nos colonnes.**

**Il nous fait ici l'amitié de nous**

**livrer ses réflexions...**



Alain Finkelkraut met le doigt sur toutes ces tragédies et dénonce les dérives des sociétés, l'uniformisation mentale d'où le bon vieil humanisme d'antan est presque absent. Pis encore ! Je me souviens d'avoir fait une visite à Lodz il y a deux ans, et d'y avoir rencontré Marek Edelman, le commandant en second de l'Organisation Juive de Combat du ghetto de Varsovie. Il m'a dit : "Hitler a moralement gagné la guerre. Ce qui se passe dans l'ex-Yougoslavie, au Rwanda ou au Zaïre, en Tchétchenie comme naguère en Afghanistan et auparavant au Biafra, démontre que l'humanité est frappée d'amnésie. L'opinion demeure impuissante. Cette indifférence équivaut à une seconde mort. Les citoyens d'une République universelle ont disparu, balayés par cette indifférence qui permet de telles horreurs".

Et si l'on se tourne vers les Juifs, que voyons-nous ? L'État d'Israël, créé en 1948 — il y a presque cinquante ans — n'a toujours pas trouvé de terrain d'entente avec ses voisins. Les négociations avec les Palestiniens et le processus de paix ont été minés par l'assassinat d'Itzhak Rabin et le retour des cycles de violence. La victoire du Likoud marque une dramatique régression. Tout est suspendu au froncement de sourcils attendu de Clinton... Doit-on toujours vivre ainsi ?

Et cependant, l'espoir demeure. Mais nous ne le crions pas suffisamment fort. Nous savons que, contrairement aux prédictions d'Hitler, les dictatures ne durent pas mille ans. Le nazisme a vécu une quinzaine d'années, le stalinisme le double. Mais quelles années ! Tant de millions de morts, tant de gâchis, tant d'énergies sacrifiées pour de mauvaises causes, pour d'horribles dérives ! Et si la chute du Mur de Berlin en 1989 fut le signal de l'écroulement du communisme, tout n'est pas réglé pour autant.

Ma vision des événements sera probablement jugée trop négative. On peut estimer que je suis trop marqué par la Shoah. Je le suis. Cette époque maudite a vu l'organisation "scientifique" de l'extermination du peuple juif et, par là même, l'échec de la conscience universelle. Cela, je ne l'oublierai jamais. Mais je n'oublie pas non plus qu'en fin de compte l'humanité a surmonté l'horreur, que les Juifs ont continué à vivre, à créer, à espérer. Malgré mes inquiétudes, je relève le défi de l'humanisme.

### Mais il faut espoir garder...

A la fin d'un siècle fertile en tueries, d'un siècle qui porte les stigmates de la déchéance de l'humanité, je crois — peut-être serai-je un éternel rêveur —, je crois fermement à la nécessité de combattre

l'indifférence chez les hommes. Même si nous sommes déboussolés, et réticents devant bien des initiatives, il nous faut continuer à nous impliquer, selon notre éthique, nos valeurs morales, nos convictions. Et transmettre à nos enfants et nos petits-enfants une mémoire vivace et vigilante.

Contrairement à ceux qui clament que les idéologies sont mortes, je m'obstine à penser que pour le socialisme tous les cas de figure n'ont pas encore été tentés, même si plusieurs des variantes essayées n'ont apporté que l'horreur et l'abomination. Le concept n'est pas encore épuisé. Je crois fermement à de nouvelles formes du socialisme démocratique.

Ce d'autant plus que le Front National nous sert depuis plusieurs années un brouet national-populiste qui gangrène la société française. S'impliquer, militer dans une organisation de gauche comme le P.S., s'impliquer aussi dans la communauté juive pour marquer notre spécificité, adhérer à des organismes ou des institutions qui combattent le F.N. et les mouvements racistes ne me paraît pas une vue de l'esprit. Au contraire, cela semble fondamental. J'emprunte à Élisabeth Guigou cette citation : "...Nous ne pourrions durablement et profondément faire reculer le F.N. qu'en nous investissant dans un travail de terrain, au jour le jour, alliant l'écoute, l'argumentation et une combinaison d'initiatives autant locales que nationales. Retrouver le sens de l'engagement militant sera aussi le meilleur moyen pour permettre la compréhension des choix nationaux et européens en soulignant leur lien étroit avec les préoccupations immédiates des citoyens."

J'ai eu l'occasion de voir que nous avons, nous aussi, nos "nouveaux pauvres". Dans cette période de mutation économique, la communauté juive a des problèmes. De plus, elle n'offre pas une bonne image d'elle-même, traversée qu'elle est par des courants intégristes, religieux ou politiques, dont certains risquent de déliter le judaïsme, en l'amenant à un repliement sur soi.

Nous portons la responsabilité de n'avoir pas su nous opposer suffisamment à ces courants ; nous avons du mal à dépasser cette situation. Je n'ai pas de recette. Peut-être ces lignes sont-elles trop schématiques et mes raisonnements simplistes. En fin de compte, ma *Weltanschauung* se résume à être un passionné de la liberté et à refuser l'oppression, à ne pas abdiquer ma volonté d'homme libre, déterminé à lutter pour un monde meilleur. En cela, paraphrasant Roger Martin du Gard, je préserve "le plus précieux des biens, l'intégrité de ma vie intérieure." ■

"Ce livre est le résultat direct d'une interrogation d'ordre culturel sur la relation des Juifs au temps. Nous nous sommes demandés en quoi notre "appartenance" à la judéité était conditionnée ou influencée par des références - d'ordre collectif ou individuel - au temps, ou même s'il n'existait pas un temps juif doté d'une certaine spécificité..."

#### **Temps juif, lecture laïque** **Un essai du Cercle Gaston Crémieux**

Éditions Liana Lévi, 1 place Paul Painlevé, 75005 Paris  
183 pages, 1995, 98 F

"Les conditions informelles, résolument non-académiques, dans lesquelles s'est développé le travail évoqué ci-contre ont créé un climat propice aux échanges et à une complicité intellectuelle et affective telle que certains ont éprouvé le désir de raconter une expérience temporelle constituant pour eux un élément fondateur de leur relation personnelle à la judéité..."

#### **Du temps des Juifs au temps juif** **Récits et témoignages**

Cercle Gaston Crémieux  
co/Jacques Burko, 56 rue de la Rochefoucauld, 75009 Paris  
49 pages, 1995, 48 F



## A propos de la difficulté à dire notre histoire

Guy Atlan

**U**N RÉCENT VOYAGE À BERLIN m'a fait prendre conscience à nouveau de la difficulté pour notre pays de parler de son histoire récente. Car par contraste, il est frappant en effet qu'en différents points de cette ville de Berlin en pleine effervescence culturelle et en complète rénovation architecturale, des moyens soient mis en œuvre pour rénover des lieux, anciennes églises ou cathédrales dont celle de l'ancienne Place du Commerce, pour en faire des musées qui retracent l'histoire allemande et notamment les étapes de l'ascension d'Hitler, sous la forme de textes, photos ou documents. Frappant aussi que sur une place importante de cette ville, endroit de passage très fréquenté, se trouve symbolisé par une grande vitre fixée dans le sol le lieu où furent brûlés les livres, et qu'au travers de celle-ci se devinent des étagères sans livres, stigmatisant ceux qui vidaient les bibliothèques. Frappant encore qu'un musée Stauffenberg, du nom du colonel qui tenta d'assassiner Hitler en juillet 1944, dénommé aussi Musée de la résistance allemande à l'hitlérisme, réunisse des documents montrant les moments de lutte de certains Allemands au nazisme et, même si la démarche est ambiguë puisqu'elle s'inscrit dans un essai de dédouanement de la Bundeswehr quant à sa docilité devant Hitler, qu'un tel lieu existe. Une exposition itinérante sur l'armée allemande a été récemment réalisée et donne une vue plus précise du rôle de l'armée dans l'instauration de l'ordre souhaité par le national-socialisme. Des manifestations hostiles d'anciens combattants eurent lieu, comme à Stuttgart, mais ne parvinrent pas à faire annuler l'exposition. Il faut noter aussi que dans le bâtiment du musée Stauffenberg fut organisée une exposition sur le ghetto de Varsovie, sur sa résistance et sur son anéantissement.

Ces lieux sont donc là, et ce qui est plus important encore, ils ne sont pas déserts. Je m'y trouvais un week-end d'automne ; une grande douceur baignait la ville et incitait (du moins c'est ce qui se serait passé en France) à traîner dans les nombreux jardins de cette cité plutôt qu'à s'enfermer. Berlin, avec sa cicatrice encore ouverte à l'endroit du mur et ses huit cents chantiers est certes d'un attrait incontestable ; beaucoup d'Allemands y viennent aussi pour voir comment se digère l'absorption de Berlin-Est. Mais ces visiteurs viennent aussi voir ce qui est exposé de leur histoire. Le public du musée était surtout allemand, dense, fait de jeunes et de moins jeunes ; discipliné — c'est une litote — attentif en tout cas. Berlinoises ou visiteurs extérieurs, je ne saurais le dire. Comble de stupéfaction, mais c'était le fait d'un hasard, dans le musée Stauffenberg se pressait une cohorte de jeunes soldats encadrés par leurs officiers. Les observant longtemps, je les voyais cheminer le long des panneaux, écoutant les

commentaires dont je ne pouvais saisir le sens, ignorant l'allemand. L'intérêt et la gravité se lisaient sur leurs visages.

Ce que je rapporte là représente des impressions prises à la volée, convaincu que je suis d'un nécessaire inventaire qui seul permettrait une vue réelle de l'intérêt porté par le peuple allemand à son histoire. Malgré tout, ces impressions ont un sens, on l'a vu au succès de librairie que rencontre le discutabile livre de D. J. Goldhagen<sup>1</sup> sur *Les Bourreaux volontaires d'Hitler*. Le climat d'intérêt manifesté par les Allemands pour leur histoire est certes complexe mais, quelle que soit sa nature, il est à mettre au crédit des responsables politiques de ce pays.

Les impressions recueillies ici m'ont plongé de nouveau dans la consternation quant à notre incapacité à parler de notre histoire. Incapacité entretenue, on le sait, par toute la classe dirigeante qui a conduit la France depuis la dernière guerre, François Mitterrand compris... hélas ; classe qui eut l'audace de prétendre que la responsabilité des crimes de Vichy n'étant pas celle de la République, il n'y avait pas lieu de parler de l'histoire de ce pays en évoquant sa responsabilité — tout ceci justifié par la nécessité de préserver l'unité nationale. Comme si cette unité se construisait et se soudait dans le mensonge ! Mais les temps changent, annonce l'actuel Président de la République ; j'en prends acte. Car je reviens à mes histoires de musée. Savez-vous qu'il existe un Musée d'Histoire Contemporaine à Paris ? Il est aux Invalides. Il figure dans la rubrique "musées" des brochures donnant la liste de ce qui peut être vu à Paris. On y trouve les indications sur le lieu, les jours et les horaires d'ouverture, le prix de l'entrée. Intrigué, j'ai cherché à m'y rendre, un samedi, jour de visite indiqué. Là, l'aventure devient cocasse (!). Des pancartes avec flèches indiquent le parcours à suivre dans la Cour d'Honneur pour l'atteindre, mais vite les flèches disparaissent. Un gendarme débonnaire en faction non loin de là m'indique une porte portant effectivement l'indication dudit musée, mais elle est close. Ce gendarme me dit sa surprise car il l'a déjà vue ouverte. Des différents "officiels" rencontrés je n'obtiens que des indications contradictoires. Le bureau d'accueil de tous les musées des Invalides n'est pas plus précis et un jeune homme, sûr d'une autorité que sa fonction semble lui donner, me demande même ce que je cherche précisément car l'histoire contemporaine, c'est vague, dit-il, et quant au musée en question, il en ignore l'existence, on ne lui en a jamais parlé. Les documents qu'il consulte sont muets. Il me conseille le Musée de l'Ordre de la Libération que je visite, musée assez pauvre consacré à de Gaulle durant la guerre ; quelques documents sur la résistance, sur les ralliements à Londres, l'action dans les pays d'Afrique et les noms de tous les compagnons. Musée désert, le gardien interrogé me dit n'y

---

**Guy Atlan nous invite ici  
à le suivre dans sa quête des lieux  
de mémoire qui témoignent  
de notre histoire...  
Il ouvre ainsi une nouvelle rubrique  
de Diasporiques**

---

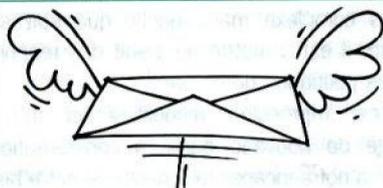


voir qu'une poignée de gens par jour. Ainsi, en dehors du Mémorial du Martyr Juif Inconnu, le "passant" qui, dans un temps de loisir, chercherait à alimenter sa curiosité d'histoire récente ne trouvera pas — ou pas facilement s'il existe — de lieu pour nourrir celle-ci. Caractéristique de ce pays qui à nouveau souffre de ses vieux démons ? Et vous, hommes politiques qui dites avoir aujourd'hui une approche différente de celle de vos prédécesseurs, accordez votre action à vos discours et persuadez-nous qu'il ne s'agit pas seulement de séduction politique mais d'une réelle conviction, faites qu'il y ait des lieux où puissent se voir et se commenter, Vichy et la collaboration, la Milice mais aussi les Justes, et aussi les guerres coloniales et Octobre 1961, et Février 1962, tous ces événements dont on ne parle pas !

Pour nous en tout cas, acceptons certes l'annonce de ces temps nouveaux mais, à notre modeste place, faisons que cette histoire ne se perde pas et surtout, ne comptons que sur nous-mêmes : que chacun prenne sa plume et dise un point d'histoire, un vécu, un événement. Que chaque numéro de *Diasporiques* ait dans ses colonnes cette rubrique d'histoire, des Lieux de notre Histoire, où l'on racon-

terait des faits, des relations sur cette histoire qui se dérobe... et qu'on nous dérobe. Dans l'opuscule, *Du temps des Juifs au temps juif*, publié par le Cercle Gaston Crémieux parallèlement au livre édité chez Liana Lévi, *Temps Juif, lecture laïque*, figurent des textes de cette sensibilité. L'initiative mériterait d'être poursuivie et le journal, maintenant présent, devrait en être le relais. Dans une certaine mesure, certes très modestement, cette initiative rejoindrait celle de Pierre Nora lorsqu'il patronna chez Gallimard une Histoire de France par les lieux où elle se déroula. Et puis, "faire du texte", n'est-ce pas la façon la plus évidente de rester juif ? Emmanuel Levinas notait, à propos de l'écrit, dont la quintessence est pour lui dans le Livre : "...car dans un monde où rien n'est juif, seul le texte hébraïque répercute et varie l'écho d'un enseignement qu'aucune cathédrale, aucune forme plastique, aucune structure spécifique ne vient arracher à son abstraction" (*Difficile Liberté*, p. 341). Écrivons comme des Juifs sur cette histoire... la nôtre ! ■

1. Notre prochain numéro comportera un débat sur cet ouvrage.



Nous avons reçu, à la suite de la publication du numéro 1 de *Diasporiques*, avec une agréable (mais encore insuffisante) pluie d'abonnements, un abondant courrier d'encouragements, du genre "Bravo pour cette excellente initiative...". Nous extrayons de ce courrier la lettre suivante, qui nous a semblé particulièrement intéressante et devrait inciter nos lecteurs à ... recruter des abonnés parmi leurs amis, juifs ou non juifs, ne nous connaissant pas encore.

## Le Courrier des lecteurs

Madame, Monsieur,

Ce 3 mars 1997

J'ai reçu grâce à une amie le n°1 de *Diasporiques*. Je ne connaissais pas l'existence du Cercle Gaston Crémieux et je me réjouis d'apprendre qu'il existe une voix et une voie différentes. Mais pourquoi êtes-vous si discrets ? Pourquoi n'annoncez-vous pas vos réunions, car je suppose que l'activité d'un cercle implique des rencontres... Il est vrai que la modicité probable de vos moyens ne vous permet pas de publier un hebdomadaire ou même un mensuel qui donnerait le calendrier de vos activités.

Faites-vous connaître et essayez de coller davantage à l'actualité. Je lis dans *Le Monde* de ce soir le compte-rendu par Henri Tinq de la célébration par "les représentants de la communauté juive" (toujours les mêmes...) de l'anniversaire du Sanhédrin de Napoléon (ont-ils vraiment besoin de courtiser les Juifs au point de commémorer un... 190<sup>e</sup> anniversaire ?) Je bondis d'indignation devant les erreurs historiques que contient cet article. Je ne sais pas qui, des orateurs, éminents universitaires, ou du rédacteur s'est trompé. Ce sont peut-être des erreurs de détail, mais ces détails sont importants. Je suis à votre disposition, le cas échéant, pour les rectifications qui s'imposent...

Bien cordialement,

Adèle Blum

**Et vous ? N'avez-vous rien à dire ? Exprimez-vous, la rubrique vous est ouverte !**

**Diasporiques** : Directeur de la publication : Henri Kom ; Secrétaire de rédaction : Jacques Burko ; Comité de rédaction : Bureau du Cercle Gaston Crémieux ; Maquettiste : Corinne Dupuy ; Impression : Imprimerie Phénix, Narbonne. Les auteurs sont responsables de leurs textes. N° d'ISSN en cours.

Trimestriel. Prix au numéro : 20 F.

Abonnement 1 an (4 numéros) : 50 F. Abonnement de soutien 1 an : 100 F ou plus. Pour s'abonner, il suffit d'envoyer ses nom, prénom et adresse, accompagnés d'un chèque à l'ordre du Cercle Gaston Crémieux (*Diasporiques*) à :

JACQUES BURKO, 56, RUE DE LA ROCHEFOUCAULD, 75009 PARIS

Cercle Gaston Crémieux : pour tout renseignement et pour adhérer, écrire au secrétaire général du Cercle, Jacques Burko, à l'adresse indiquée ci-dessus.

Fondateurs du Cercle : Joseph Huppert, Claude Lanzmann, Philippe Lazar, Jacques Lebar, Richard Marienstras, Léon Poliakov, Oscar Rosowsky, Rita Thalman, Pierre Vidal-Naquet, Raphaël Visocékas